

Le conseiller aux Etats tessinois Dick Marty «censuré»



DICK MARTY Son discours, tenu devant le Parti libéral-radical neuchâtelois à Marin, a été raccourci et expurgé dans le Service de presse. (KEYSTONE)

Un discours électoral autocritique du sénateur radical tessinois Dick Marty, peu porté sur la langue de bois, finit raccourci et expurgé dans le Service de presse du PLR, à la gloire du parti. Censure libérale?

Invité par les libéraux-radicaux neuchâtelois à Marin le 11 mars dernier, avant les élections cantonales, le sénateur tessinois a tenu des propos peu conformistes. L'exposé a été repris mi-juillet dans le Service de presse du PLR suisse, réduit à un quart et présenté curieusement comme un discours du 1er Mars, jour de l'indépendance neuchâteloise.

Le titre «Pas de libéralisme sans valeurs» subsiste, mais démonstration et exemples ont passé à la trappe. Du texte initial, il reste l'évocation du «courage» des radicaux de 1848, toujours nécessaire aujourd'hui puisque le libéralisme est attaqué par un «néolibéralisme, avide et égoïste». Ou la difficulté de se battre pour une politique raisonnable si on préfère l'immédiat et le sensationnel. Ou la nécessité d'un Etat fort mais pas trop envahissant.

Rien, dans tout cela, qui puisse vraiment heurter l'establishment libéral-radical. Mais Dick Marty avait aussi tenu d'autres propos. Par exemple sa crainte que ceux qui pensent que le PLR est trop souvent dans le sillage de l'UDC n'aient «pas tout à fait tort». A témoin, l'«empressement» de son parti a

soutenir l'élection de Blocher en 2003 ou certaines décisions «honteuses» en matière d'asile.

Il dénonçait aussi «l'inquiétante érosion des droits de l'homme avec, hélas, la complicité de forces se réclamant du libéralisme et dans une navrante indifférence des partis», y compris du sien. Notamment au sujet des agissements illégaux de la CIA dans la lutte antiterroriste du gouvernement Bush, auxquels Dick Marty a consacré un rapport pour le Conseil de l'Europe.

«Si on n'est pas capable de se battre pour la liberté des autres, comment pourrait-on défendre efficacement la sienne?», s'interrogeait-il en prenant l'exemple de Guantanamo et des autres prisons secrètes. A propos de l'Etat, il doutait que la politique libérale doive se réduire à «continuellement réclamer des baisses d'impôts».

Quant au secret bancaire, on le proclame «non négociable» durant des années et, d'un jour à l'autre, on livre des listes de clients, en dehors des lois et procédures en vigueur. L'Europe, enfin, où il est devenu politiquement incorrect de parler de la voie bilatérale comme d'un cul-de-sac. «La majorité du peuple est opposée à une adhésion à l'UE, soit, mais est-ce une raison pour lui mentir?».

Dick Marty avait prévenu ses auditeurs neuchâtelois en mars: «Si le PLR disposait, comme le Vatican, d'une Congrégation pour la doctrine et la foi, j'aurais probablement de sérieux problèmes avec elle». Apparemment, il n'y a pas besoin d'une telle instance: une paire de ciseaux suffit.

FRANÇOIS NUSSBAUM